

En vedette

La CUB, qui compte près de 200 voitures électriques, organise le 22 octobre une journée consacrée au développement de ce type de véhicule. Outre un colloque, une exposition se tiendra sur l'esplanade Charles-de-Gaulle, au pied de l'Hôtel de la CUB. Action soutenue par les Conseils régional, général, Bordeaux, Ademe et FED.



En hausse

La restructuration de l'Hôtel de la CUB s'annonce comme un des plus gros chantiers comportant des clauses sociales de l'Hexagone. D'ores et déjà, pour 6 143 heures de travail étalées sur 18 mois, 21 personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion ont décroché un travail.

COMMUNAUTÉ URBAINE. Hier avant le conseil, une joute a opposé à distance Vincent Feltesse et Alain Juppé sur le programme pluriannuel d'investissement

De bonne guerre

de Maryan Charruau

Au qualificatif de « stabilisé », version Vincent Feltesse, « frileux », réplique Alain Juppé. Non, le président de la CUB et le maire de Bordeaux ne s'investissent pas.

Chacun d'eux parle et analyse le programme pluriannuel d'investissement (PPI) 2009-2013, par conférence de presse interposée. La double scène s'est jouée hier matin, comme c'est le cas une fois par mois, avant que ne s'ouvre le conseil communautaire.

Marges de manœuvre. « Le document du PPI est intéressant. Cependant, il comporte des points négatifs. Il n'y a rien sur la rocade, pourtant priorité absolue. Sinon, ce sera l'asphyxie globale », relève Alain Juppé.

S'il apprécie les 35 millions d'euros consacrés à l'opération Campus – « limites raisonnables » –, il s'inquiète du relâchement financier sur les ZAC, Niel et Bassins à flot à Bordeaux. Le précédent PPI attribuait 23 millions d'euros par an aux ZAC. Là, avec 20 millions inscrits, on ne va pas loin.

D'où la formule employée par le maire de Bordeaux : « C'est un PPI frileux ». Ses arguments ? « La santé financière de la CUB est bonne. Sa capacité de remboursement est de 2,5. Elle s'élèvera à 5,3 en 2013 et à 7,2 en 2020. Nous avons de la marge... »

« Le PPI ne prend pas assez en compte les subventions, poursuit Alain Juppé. Rien n'est prévu au titre du Grenelle de l'environnement, ni sur la 3^e phase TCSP (dossier transport). L'État a reçu la demande. Le Conseil général, dont la capacité de rembourse-



Vincent Feltesse et Alain Juppé n'interprètent pas de la même façon le programme pluriannuel d'investissement de la CUB : « stabilisé » selon le premier, « frileux » pour le second

PHOTO PHILIPPE TARIS/ARCHIVES - SUD OUEST -

ment est de 1,3, pourrait participer à l'investissement transport. Les retours fiscaux sur investissement – les ventes de terrains – sont oubliés. Mais la disparition de Ford est anticipée. Nous disposons donc de marges de manœuvre. »

De 100 à 165 millions d'euros. « J'ai déjà dit que 2008-2009 serait l'année des transports avec pour objectif à la fin de la mandature de mettre Bordeaux à 2 heures de Paris, la réalisation de 24 kilomètres de tram et le passage de 90 000 à 140 000 voyageurs. Avant fin 2008, il y aura l'appel à projet auprès de l'État pour la 3^e phase TCSP. Elle s'élèvera entre 40 et 45 millions d'euros. Nous espérons 10 % de financement État. Sous

Jospin, nous avions eu 20 % », rappelle Vincent Feltesse.

« Il est vraiment dommage que l'État n'assume pas ses missions »

Il reconnaît que « mise en option, la rocade dans le PPI est en version minimale. Mais sont inscrits au PPI les ponts Bacalan-Bastide et Jean-Jacques-Bosc, le TSCP et la LGV Tours-Bordeaux. Pour toute la LGV, notre participation est passée de 100 à 165 millions d'euros. Les communautés urbaines de Nancy et Brest ne déboursent rien. Nous ne pouvons échapper à cette

opération majeure. Il est vraiment dommage que l'État n'assume pas ses missions ! »

Le président de la CUB insiste alors sur « le taux d'endettement de la CUB de 2,3. Il ne faut pas aller au-delà de sept ans, sinon ce n'est pas raisonnable. Je parle donc de 2015, pas de 2020 ! Entre les deux mandatures, l'investissement va passer de 1,7 à 1,1 milliard. Mais nous avons divisé par trois notre désendettement. »

Il ne cache pas « l'hiatus qui existe au bureau concernant le foncier. Il y a moins d'argent mais nous devons être plus efficaces en matière d'utilisation des crédits ZAC. » Sa conclusion : « Nous reparlerons à deux reprises du PPI en bureau. Et d'ici fin octobre, nous devons stabiliser le budget. »

CUB express

BLANQUEFORT

Les Ford mobilisent

« Je ne crois pas que ce soit une bonne idée d'aller faire du tintamarre à Paris, ni très productif au regard des repreneurs », estime Alain Juppé. Participant ce matin à l'action, Vincent Feltesse pense que « c'est imprudent d'avoir une confiance aveugle dans Ford. Il faut mettre la pression. Et l'action ne se passe pas sur le site de Blanquefort mais à Paris... où sera présent « un mouvement démocrate », a noté Fabien Robert. « Nous n'y allons pas par logique de pression mais par solidarité. » Sacré Centre, prêt à rejoindre la ville lumière pour sortir de l'ombre.

CENON

Service compris

Le communiste Max Guichard a fait un tabac lors de son intervention sur le service public. S'adressant aux élus de droite, il a lancé : « Je demande des emplois en plus. Vous, vous attaquez le droit de grève ! » Certains dans la salle ont vu rouge. Peut-être pas le même rouge que Max Guichard...

BORDEAUX

Nouveaux amis

Ennemis hier et presque amis aujourd'hui : Alain Juppé et Gérard Chausset. Évoquant le séminaire de la semaine passée sur le devenir de la gare Saint-Jean, il a reconnu que le nom retenu pour le projet, « Euratlantique », pouvait évoluer. Il a suggéré de reprendre la proposition de Gérard Chausset : « Bordeaux quartier du monde ». À croire que le Vert de Mérignac va rallier le maire de Bordeaux. Et de dire en aparté : « Ce n'est pas Alain Juppé que je vise, mais la mairie de Bordeaux ! » Il faut toujours se méfier de ses amis, mêmes les nouveaux !

L'associatif économique sous subventions

« Nous sommes un peu hors compétences quand nous accordons une aide au Décastar. Alors que nous allons être de plus en plus sollicités, notamment lors d'événements ponctuels, il faut avoir une véritable doctrine afin d'établir un peu d'équité », s'est ému Pierre Hurmic. Appuyant en fait les dires du Vert de Bègles, Franck Joandet, le Vert de Bordeaux a poursuivi, certes à l'égard de Talence et de la subvention de 50 000 euros accordée à l'association Innovation sud développement. Il a parlé de « faibles résultats, d'opacité... »

Max Guichard (PCF Cenon), a reconnu qu'il ne fallait pas « confondre bilan et projet. Au final, il y a

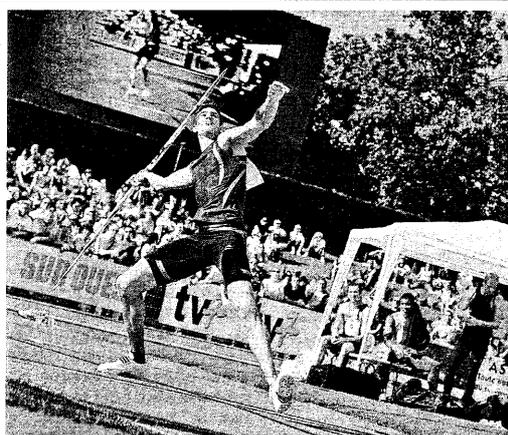
beaucoup d'inconnus dans ces opérations ». Alain Anziani (PS Mérignac) a martelé qu'il « faut afficher une ambition industrielle via justement les pôles d'innovation. Oui, il faut prendre des risques, y aller franco et pas jouer petit bras. Alain Cazabonne, maire MoDem de Talence, a reconnu « qu'après avoir pris du retard, il convient d'assurer l'avenir immédiat de Talence Innovation sud développement. Il faut aussi regarder le plan Campus, car il y est également question de création d'entreprises. »

Dans l'agglomération, une petite vingtaine d'associations axées vers le développement économique bénéficient de subventions. Au petit

jeu de l'addition, on s'aperçoit alors que les élus ont accordé hier matin une enveloppe globale de près de 650 000 euros.

Logique et rassurant que l'intervention des deux Verts ait suscité quelques réactions épidermiques, jusqu'au moment du vote où se sont mêlées voix contres et abstentions... Auparavant, Vincent Feltesse a reconnu « qu'il faut se montrer plus vigilant sur les dépenses publiques. Nous allons revoir les subventions actées depuis une décennie. Pour les pôles de compétitivité, il faut réfléchir à un schéma territorial s'inscrivant dans un véritable développement industriel. »

: M. C.



Le Décastar, un événement aidé hors compétences CUB

PHOTO ÉRIC DESPUJOLS/ARCHIVES SO